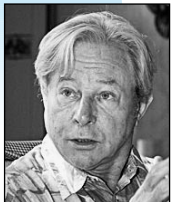




L'ASJLF bouge



L'idée de réunir toutes les associations «francophones» de Suisse répond à une nécessité. A notre initiative, la première rencontre a eu lieu à Neuchâtel. Dorénavant le site www.francophonie.ch servira de plate-forme d'échanges et une prochaine séance est déjà prévue en automne 2005.

• Depuis le début de l'année les fiches mensuelles appelées désormais Fiches des journalistes francophones «Défense du français» peuvent être distribuées également par courriel et toutes les anciennes figureront sur notre site internet.

• Entre l'association, la fondation, les fiches, il y a une confusion autour des mots «défense du français». Nous soutenons tous ces combats. A l'avenir, il conviendra de mieux définir les rôles des uns et des autres.

• C'est une première. Nous participerons en mars à la semaine de la francophonie. Afin d'être présents dans tous les lieux, nous soutenons le projet imaginé par la Délégation à la langue française: un napperon (un dessous d'assiette, mais pas de table!) illustré par des jeux et des concours ayant trait à la langue. Y figurera également le site internet de notre association. Ce «set» (!) sera distribué dans plusieurs restaurants de notre pays.

• L'édition 2005 du Salon international du livre et de la presse se prépare. Nous y présenterons un panorama de la presse africaine, conçu par l'UPF.

• Les assises internationales de l'UPF, à Ouagadougou, ont accueilli une dizaine de journalistes suisses. Nous avons développé l'idée d'une Convention internationale destinée à mieux protéger les journalistes lors de conflits armés. La proposition s'est traduite par un «appel aux chefs d'Etat», et, ô surprise, le Sommet de la francophonie, dans l'une de ses résolutions, a «marqué son soutien au projet d'un nouvel instrument international».

Vous le constatez: nous fonçons!

Daniel Favre, président

Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

www.francophonie.ch

L'UPF s'est bien battue

Pour la liberté de l'information



Moment de détente pour la délégation suisse. De g. à dr.: Jean-Charles Abreu, Michel Turberg, Daniel Favre, Jacques Bottarelli, Gisèle Bottarelli, Jean-Pierre Molliet, Reto Breiter, Henriette Maire, Serge Bimpage avec au premier plan Joanny Tabsoba, directeur burkinabé de Nouvelle Planète. Manquent sur la photo: Carmen et Jean-Marie Vodoz et Christina Wenninger

Les assises 2004 de l'UPF à Ouagadougou, du 16 au 21 novembre, avaient pour thème la protection des journalistes et l'abolition des délits de presse. Déclarations éloquentes, mais dépourvues de tout effet pratique? Point du tout. Les congressistes ont entendu trois importants témoignages. D'abord celui de notre confrère togolais Lucien Messan, directeur du journal *Le Combat du Peuple*. Constamment molesté par les autorités de ce pays, il avait bien mérité de recevoir, en 2003, le Prix de la libre

expression de l'UPF. Et cette distinction, loin de le mettre en position délicate, a changé sa vie professionnelle. Le président de la République togolaise, le général Gnassingbé Eyadéma, l'a personnellement félicité, puis a donné des ordres stricts à son gouvernement comme à sa police: depuis lors, dit Messan, on le laisse travailler en paix.

Ce n'est pas tout. Les délégués de deux autres pays, le Niger et la République démocratique du Congo, ont pris la parole au cours de nos séances pour

déclarer (en substance): «Notre appartenance à l'union nous vaut désormais, de la part de nos gouvernements, une considération nouvelle. On a pris acte du soutien qui nous est donné, de la réprobation qu'entraînent les restrictions à la liberté de la presse. Nous sommes beaucoup plus à l'aise.»

Certes, la situation des journalistes reste fragile, inconfortable et dangereuse dans de nombreuses circonstances

Suite en page 2

Suite de la page 1

et de nombreux pays. Le congrès a d'ailleurs entendu deux témoignages assez bouleversants. D'abord celui d'un confrère ivoirien: il venait d'apprendre, par un téléphone d'Abidjan, que les émeutiers avaient incendié sa maison. Mais aussi celui, bien différent, d'un confrère serbe, dont les dépêches envoyées de Belgrade sur les dégâts «collatéraux» provoqués par les bombardements de l'OTAN n'ont jamais paru, dit-il, dans la presse occidentale. Or, ajoutait-il amèrement, «des journalistes qui buvaient des bières sur la Grand-Place de Bruxelles faisaient passer, eux, leur version des faits»: la propagande officielle avait pris le pas sur le témoi-

gnage direct. Un point d'histoire européenne, d'ailleurs, sur lequel on n'a certes pas fini de s'interroger.

Au cours de sa séance de clôture, le congrès, par la voix du président Hervé Bourges, a lancé un appel – reprenant celui de Genève – aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Ouagadougou: n'emprisonnez plus les journalistes, protégez-les quand ils sont en mission périlleuse, et laissez-les faire leur métier! Résolution que le président du Gabon, Omar Bongo, a reprise quelques jours plus tard en séance plénière du Xe Sommet francophone, et qui figure dans les documents finaux.

L'UPF a bien travaillé.

Jean-Marie Vodoz



La table présidentielle avec de g. à dr.: Hervé Bourges, président de l'Union internationale de la presse francophone, Joseph K. Kahoun, ministre de l'Information, et Edouard Ouedraogo, président de l'UPF/Burkina Faso.

Pour parler français Lire en mooré

La délégation suisse aux assises de l'UPF, à Ouagadougou, a voulu découvrir ce Burkina Faso où seule une minorité alphabétisée parle la langue officielle du pays, le français. Comme les Indiens parlent officiellement l'anglais plutôt que l'indi ou le tamoul.

Frank Musy s'était proposé pour être notre guide à travers ce pays qu'il aimait. La mort a cru pouvoir l'empêcher de nous conduire. C'est pourtant lui que nous avons suivi toute une semaine. A travers ses amis, à travers les projets auxquels il travaillait. Nous avons découvert qu'il a laissé au Burkina une trace profonde, un sillon fertile d'intelligence et d'amitié.

A Ouahigouya, Adama Sanga nous attendait. Cette ville présaharienne est la troisième du pays, 50 000 habitants, une rue goudronnée qui est la route menant au Mali, perdue au milieu de la savane de latérite rouge parsemée de gros baobabs dépouillés par la sécheresse, d'acacias, de karités encore verdoyants.

La Voix du Paysan

Adama Sanga travaille à la Voix du Paysan, la radio qui permet à une population à 80% analphabète de savoir ce qui se passe. Elle existe en partie grâce à l'aide de la RSR et de Frank Musy.

Adama est un des journalistes qui y travaillent, en mooré, la langue des Mossi qui vivent dans la région, plus qu'en français. Une radio au studio fait de bout de ficelles, écoutée religieusement à quatre-vingts kilomètres à la ronde.

Il nous conduira dans la banlieue de Ouahigouya, quelques jours avant la visite de Joseph Deiss, à l'Hymne aux Enfants. Cette fondation est dirigée par la Vaudoise Ariane Vuagniaux pour lutter contre le noma, la maladie qui déforme monstrueusement le visage des enfants. Le Dr Lassara Zala s'emploie ici à réparer les méfaits du mal et à le prévenir.

Le pays des miracles

L'Hymne aux Enfants vit au jour le jour, dans la précarité des dons. Mais d'année en année, le miracle se répète.

Au Burkina, le miracle est comme un mode de vie. Plus précisément, de survie. Une infinité de petits miracles qui soutiennent le pays.

Notre chauffeur nous confie qu'il s'occupe d'un miniorphelinat avec l'aide matérielle d'une dame belge. Il nous y conduit. Deux bébés et quatre enfants dans une petite maison gaie, très propre, avec deux femmes pour s'en occuper.

Des petits miracles, mais avec pour moteur une volonté farouche de s'en sortir. Pas n'importe comment, ensemble. Dans une solidarité, une fraternité, oubliées chez nous.

La solidarité naam

A Ouahigouya, au campement Naam, nous avons rencontré Bernard Ledea Ouedraogo, le créateur de la Fédération nationale des fédérations naam. L'équivalent chez les Mossi, qui constituent 48% de la population du Burkina, de nos coopératives. «Produire en commun, parler d'une même voix, décider ensemble en fonction de nos besoins», nous expliquait-il. Ici, le naam a créé une savonnerie, une petite manufacture de fruits secs et un atelier de montage de fours solaires.

Le lendemain, sur son «maraîchage», Doudou Bagaya nous expliquait comment il avait finalement réussi à regrouper les petits cultivateurs de son village proche du barrage Ohg. «Avant, les distributeurs faisaient jouer la concurrence entre nous et nos prix, s'effondraient. Regroupés, nous fixons désormais le prix de nos tomates, et nous tournons mieux.» Au prix d'un travail monstrueux. Cinq hectares travaillés à la houe et à l'arrosoir. Et déjà la main prise dans l'engrenage impitoyable de la libre entreprise:

– Cette année, il n'a pas plu. Les paysans ne pourront pas faire la soudure d'une récolte à l'autre. Il va y

avoir la famine. Le prix de nos tomates, qui est déjà monté à 10 000 francs CFA, pourrait s'envoler à 20 000», ajoute-t-il avec un sourire satisfait qui ignore ceux qui auront faim.

Apprendre à lire le Coran

Pas d'outils, une terre pauvre, et surtout incapables de lire un mode d'emploi ou une instruction parce qu'analphabètes. Les Burkinabés en sont conscients. Ils sont prêts à tout pour que leurs enfants franchissent ce premier échelon qui consiste à apprendre à lire. C'est la grande chance de l'islam.

A Ramatoulaye, nous sommes allés visiter la mosquée. Autour, il y a un gros village et un ensemble scolaire pour quelques centaines d'enfants. Le frère du chef nous a reçus.

– C'est mon grand-père qui a fondé le village. Pour amener l'islam dans la région. Dans notre école, les élèves reçoivent des cours de français, mais l'enseignement se fait en arabe, surtout celui du Coran. Moi-même, je suis allé avec une bourse en Syrie pour ma formation universitaire. Mes enfants auront une bourse pour aller étudier en Libye, car maintenant, à cause de la politique internationale, la Syrie ne peut plus accorder de bourses.

Tout au long de la route jusqu'à Ouagadougou, nous verrons des villages avec une mosquée et des groupes scolaires. L'islam avance, et avec lui l'arabe qui pourrait devenir la langue réellement commune à tous les Burkinabés.

Ecrire en mooré

– Mais le meilleur taux de réussite au bac, nous dira Christelle Ferret Balmer, la coordinatrice des programmes d'aide de la Confédération au Burkina Faso, nous l'obtenons dans des écoles où les élèves commencent à apprendre à écrire dans leur langue maternelle, mooré,

dioula, fulfuldé ou mandé, pour passer ensuite au français, la langue du bac.

A Kera Douré, village adopté par Belmont, la commune de Frank Musy, nous nous sommes croisés avec un groupe de Belmontains. A plus d'une demi-heure de la route la plus proche par une piste impraticable pendant la saison des pluies, nous avons mesuré ce qu'est vivre avec rien et loin de tout.

L'ambulance est une moto

Grâce aux amis vaudois de Frank Musy, les villageois ont désormais un dispensaire où les femmes accouchent avec une sage-femme. Mais l'ambulance est une moto qui se prolonge en brancard. Pour faire vivre leur famille, les hommes partent travailler en «frontaliers» comme paysans ou forestiers dans un «pays riche», la Côte d'Ivoire. Ils en reviennent quand, pour confirmer leur «réussite», ils ont réussi à acheter un vélo et un transistor.

Joanny Tabsoba, qui avait organisé notre voyage en souvenir de son ami Frank Musy, regardait une photo dans la voiture qui nous ramenait à l'aéroport, le jour de notre départ. Une photo de Frank. C'est ainsi que j'ai fait sa connaissance. Je ne l'avais jamais vu. Avant de découvrir l'arbre, je me suis nourri de ses fruits.

Jean-Charles Abreu

Ce voyage au nord s'est concrétisé grâce aux appuis de Jean-Pierre Leupin et de Nouvelle Planète: CCP 18-5792-6, 1042 Assens.

Nous pouvons vous communiquer d'autres adresses, celle de l'Hymne aux Enfants.

Tous vos dons ou parrainages de jeunes seront les bienvenus.

Présentation

La francophonie suisse

Les associations et groupements qui œuvrent en Suisse dans le cadre de la francophonie ont été pour la première fois réunis. Les ponts d'une collaboration ont été jetés.

Sous l'égide de l'Association suisse des journalistes de langue française, une «Réunion des partenaires francophones» a eu lieu le 23 octobre passé au château de Neuchâtel. Vingt-cinq groupements avaient été recensés dans le pays. Des délégués de quatorze organisations ont assisté aux délibérations, dirigées par Daniel Favre. Cinq autres groupements ont promis leur participation future. Parmi les personnalités présentes: le conseiller national Jean Studer, le conseiller d'Etat Thierry Béguin, Sandra Coulibary-Leroy, porte-parole de l'Organisation internationale de la francophonie, Jean-François Paroz, chef du Service de la

francophonie rattaché au DFAE, Marie-José Béguelin, vice-rectrice de l'Université de Neuchâtel, Jean-Claude Montavon, vice-chancelier du canton du Jura, Pierre-André Comte, président du Parlement jurassien.

Cruel constat

De cette table ronde, il est ressorti que des centaines de personnes étaient actives en Suisse dans les organisations à caractère international, avec ou sans antennes ancrées en terre romande. Cruel constat: les informations concernant le travail de ces groupements sont lacunaires, voire



A l'heure de l'apéritif: les Jurassiens Jean-Claude Montavon et Pierre-André Comte, respectivement chancelier et président du Parlement jurassien, en compagnie de Jean Studer, président de la section suisse des parlementaires de langue française (de g. à dr.).



Une partie des participants réunis dans la salle des Chevaliers pendant les débats dirigés par Daniel Favre et Jean-Pierre Molliet (à gauche). Photos Alain Germond

inexistantes. Rares sont les passerelles qui communiquent entre elles. Conséquence: l'ouverture au monde pourtant restreint de la francophonie suisse laisse apparaître de sérieuses défaillances.

Rendez-vous pris

Les participants, à l'unanimité, ont décidé de s'engager sur le chemin de la coopération. Et de fédérer les forces de la francophonie institutionnelle et de la société civile sous une même organisation. Des liens seront tissés via les sites internet. Les activités de chacun, les dates des

manifestations et les documents publiés seront portés à la connaissance de tous. De quoi assurer une meilleure transparence. Cette collaboration prendra corps de manière pragmatique, seul garante d'une véritable efficacité. Le site de l'ASJLF – www.francophonie.ch – a été retenu pour centraliser les informations.

Les délégués ont pris la résolution de se retrouver l'automne prochain afin d'élaborer la deuxième étape de ce rapprochement. Le soussigné a été chargé d'assurer la coordination de la phase initiale de cette opération.

Jean-Pierre Molliet

La chronique du lingiste

L'anglais, la langue du voisin en Suisse

Où les élucubrations d'Hans-Ulrich, le divin devin. Boutade de bout-en-train, saillie de *Charlie Hebdo*, fuite du *Canard enchaîné* ou grosse vanne de *L'Echo des Savanes*? Vous n'y êtes pas du tout!

Il s'agit bien au contraire d'une sortie parue dans un quotidien très local tout ce qu'il y a de plus sérieux, lequel n'interrogeait ni un comique ni un provocateur,

mais plutôt le brave sénateur qu'est Hans-Ulrich Stöckling, président de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (DIP): *La langue du voisin, même si cela semble paradoxal, c'est l'anglais...* Au moins, cet auguste personnage du bord du lac (de Constance) se rend compte que son audacieuse assertion peut paraître paradoxale. Et comme l'Union européenne

prône, avant toute autre, l'enseignement de la langue du voisin, admirez la pirouette du sophiste éclairé! Moi qui croyais que voisin venait du latin **vicinus**, qui donna en Suisse aussi **vicino** et **vaschin** (**vischin**), c'est-à-dire proche géographiquement, le pendant de **Nachbar**, celui qui habite à côté (comme **neighbour** du reste, mais ce dernier a dû être parachuté par Mammon). Or, autant

que je sache, les Suisses allemands sont entourés au nord et à l'est de leurs cousins alémaniques (et non d'Amérique) d'Alsace, du Bade-Wurtemberg, du Vorarlberg, du Liechtenstein, germanophones comme eux, les autres voisins étant leurs compatriotes romancho, italo

Suite en page 4

Suite de la page 3

et francophones, sans oublier la frontière commune que partagent Piémontais/-Valdôtains (Franco-Provençaux) italiens avec les Haut-Valaisans. Quant aux trois autres communautés helvétiques, leur voisinage direct n'est pas non plus anglophone, même si évidemment une infime minorité de résidents allophones pratique cet idiome. En vérité, ce que les Européens entendent par langue du voisin, c'est une langue de proximité *autre que l'anglais*, comme pour la France le néerlandais, l'allemand, l'italien, l'espagnol, certaines ayant également le statut de langues régionales. M. Stöckling n'étant ni un plaisantin ni un «guignol de l'info», il nous mène forcément en bateau (outre-Atlantique) dans sa tentative de justifier l'injustifiable, à savoir l'enseignement prioritaire de l'anglo-américain sur la langue du voisin confédéré. Inverser impunément les étiquettes est un tour de passe-passe indigne d'un représentant de l'instruction publique. Au lieu d'avouer franchement ce qui se trame en coulisses, c'est-à-dire la privatisation larvée de l'école, énorme marché insuffisamment exploité, gigantesque réservoir de clients en mal de produits futiles et inutiles, promus à l'échelle mondiale dans un jargon unique, fruste et «efficient».

Je terminerai par une illustration romande de cette acculturation. Au début de l'été caniculaire 2003, j'avais mis sur le compte du soleil la création du sigle DEWS. Après avoir constaté qu'il ne s'agissait ni d'un nouveau mouvement culturel (**Deutsches Wallis**) ni du pluriel de l'anglais **dew** (la rosée estivale

du matin), je dus reconnaître que certains milieux innovateurs démunis de parasols venaient de lancer le très original *Développement économique Western Switzerland*; la langue du voisin à la future sauce Stöckling était-elle déjà en train de suinter? Les **users** avertis comprirent tout de suite que ce nouveau produit ne pouvait être que magnifiquement **new**, seulement voilà, la clarté aveuglante de cette idée lumineuse conçue, je suppose, dans un obscur **think tank** ne sautait pas aux yeux de tous. Ainsi en octobre 2004, le *Figaro économique* gardait l'acronyme incriminé alors qu'il aurait dû le rebaptiser logiquement DESO puisqu'il traduisait correctement par «Développement économique de Suisse occidentale». Un mois auparavant, un journaliste romand ignorant apparemment de la syntaxe anglaise, mais très moderne dans l'âme, s'était emballé pour **DEWS: Development economic (sic!) Western Switzerland**. Il ne me manquait plus que la version sonore de ce barbarisme que je devais d'ailleurs ouïr peu de temps après à la RSR: le «djouze», suite phonique effectivement plutôt «anglo-xanonne» (quoique bien française dans la bouche du commentateur) évoquant dans son homophonie inopinée aussi bien **JEWS** que **JUICE**, encore que ce dernier aurait l'avantage de nous préparer au marché juteux, cette divine vision du miracle économique dont rêvent chaque année entre Noël/Xmas et Nouvel-An les fossyeurs de la culture: **Happy DEWS Year!**

Erich Weider

En bref:

English only? No, merci!

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a participé pour la première fois au Sommet de la francophonie, à Ouagadougou. Cet événement survient alors que le monopole de l'anglo-américain à l'OMS est fortement contesté. A la dernière session du conseil exécutif, les représentants des divers groupes linguistiques ont en effet réclamé davantage de plurilinguisme. Une exigence qui n'est plus l'apanage des représentants des pays francophones, car les hispanophones, russophones, arabophones et sinophones ont rejoint la résistance. Même le délégué des Etats-Unis d'Amérique a abondé dans leur sens, rappelant qu'il avait été décidé il y a cinquante ans que l'OMS

aurait 6 langues officielles et qu'il fallait donc qu'elle ait effectivement 6 langues officielles... Répondant à l'invitation du président du Burkina, le Dr Lee Jong-Wook, directeur général de l'OMS, a souligné que le Sommet de la francophonie est «un événement important qui rassemble des pays qui non seulement partagent la même langue mais qui portent aussi un même intérêt à la lutte contre la pauvreté et à la promotion du développement durable». Reste à espérer que le plurilinguisme renaîtra vraiment de ses cendres à l'OMS, malgré la réticence évidente de certains «anglo-saxophones» qui s'accrochent fort bien au monolinguisme actuel...

CIO Incurable?

J'ai tenté d'atteindre Emmanuelle Moreau au service de presse du CIO, à Lausanne. Pour savoir quelles suites aurait le rapport de notre président Hervé Bourges sur l'utilisation du français, langue olympique, lors des Jeux d'Athènes. Je suis tombé sur son répondant. Qui m'a donné, uniquement en anglais, le numéro de son portable et incité à lui laisser un message. Aux dernières nouvelles, Emmanuelle Moreau cherche quelqu'un qui puisse me parler de l'utilisation du français dans l'olympisme. Si elle trouve pour le prochain numéro d'*Alouette*, je lui remettrai naturellement une médaille.

JCA

La place du français dans le monde

Cent septante-cinq millions de personnes parlent notre langue qui est «officielle» dans 30 pays. La majorité des francophones habitent dans quelques pays d'Europe, au Canada et en Afrique. Le français recule, comme langue d'affaires ou comme langue officielle dans les orga-

nisations internationales. Il a pourtant encore un rôle à jouer sur les plans culturel, géopolitique et économique. Les réponses de Jacques Barrat et Claudia Moisei: *Géopolitique de la Francophonie. Un Nouveau Souffle?* Collection Les Etudes de la Documentation française.

Prix suisse à une radio du Burkina

Depuis cinq ans, le Prix suisse des radios du Sud récompense une émission pour ses qualités sociales et professionnelles. Cette année, Ouezen Louis Oulon, de la radio nationale à Ouagadougou, s'est vu honorer pour une enquête sur les travailleuses du sexe dans son pays. A écouter sur www.radios-sud.ch.

Nouvelles du comité international, réuni à Ouagadougou

Hervé Bourges a été réélu pour deux ans à la tête de l'UPF.

Pour succéder à Pier Giorgio Vivoli, décédé l'automne dernier, c'est un autre Valdôtain qui devient trésorier international: François Stévenin, ancien président du Conseil régional de la Région autonome.

Le Prix de la libre expression est remis aux quotidiens ivoiriens *Le Patriote* et 24 heures, deux journaux qui, à Abidjan, ont survécu aux exactions, après le sacage des rédactions. En raison de la situation politique, les lauréats, Méité Sindou et Abdoulaye Sangaré, n'ont pas pu venir au Burkina-Faso pour y être félicités.

Dans les rapports des sections, retiens que les Moldaves, faute d'argent, ne peuvent plus publier leur journal, que les Valdôtains font pression pour que TV5 soit diffusée dans la vallée d'Aoste, que

les Gabonais vont organiser un séminaire de formation en vue des élections nationales. Quant à la section belge, elle hiberne. Aucun membre ne s'était déplacé. Parmi les nouvelles sections, celle de Serbie-Monténégro compte déjà 60 membres. Elle prépare un séminaire sur les relations interethniques et la tolérance.

Durant les assises, les représentants des pays d'Europe centrale et orientale se sont retrouvés. Ils ont mis sur pied un échange d'informations entre les sections hongroise, moldave, serbe, grecque, de Lituanie et d'Azerbaïdjan. Les messages toucheront également l'Albanie, la Roumanie et la Géorgie. Il y a déjà des visées en direction de la Pologne, de la Tchéquie et – qui sait? – plus tard de la Russie ou de la Turquie.

Daniel Favre, vice-président international pour l'Europe

Fiches du français par courriel

Depuis le début de cette année, nous proposons une version électronique de «Défense du français». Si vous souhaitez ne plus recevoir les fiches mensuelles sur papier et par poste, nous vous proposons de vous les adresser par courriel. Dans ce cas, veuillez envoyer un message à abo@francophonie.ch. Avec votre nom, votre adresse électronique et si possible votre numéro d'abonné.

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Alouette

Parution trimestrielle.

Editeur : Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne.
Téléphone 021 653 12 20.
CCP 10-3056-2 Lausanne.

Coordination : Monique Balmer.

Abonnements : compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 50.— par an.

Impression : IRL s.a.

Publicité : page entière: 1500 fr.;

$\frac{1}{2}$ page : 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr.;

$\frac{1}{2}$ page : 700 fr. (plusieurs parutions).

La publication de ce bulletin est gracieusement offerte par Edipresse

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française
est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES
DE LANGUE FRANÇAISE
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE